



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 79.249/2
du 12 mai 2026

advies 79.249/2
van 12 mei 2026

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant, en ce qui concerne
certaines prestations dentaires,
les articles 4, 5 et 6 de
l'annexe à l'arrêté royal du
14 septembre 1984 établissant
la nomenclature des
prestations de santé en matière
d'assurance obligatoire soins
de santé et indemnités'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging, wat
bepaalde tandheelkundige
verstrekkingen betreft, van de
artikelen 4, 5 en 6 van de
bijlage bij het koninklijk
besluit van 14 september 1984
tot vaststelling van de
nomenclatuur van de
geneeskundige verstrekkingen
inzake verplichte verzekering
voor geneeskundige
verzorging en uitkeringen'

Le 20 avril 2026, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargé de la Lutte contre la pauvreté à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur un projet d'arrêté royal 'modifiant, en ce qui concerne certaines prestations dentaires, les articles 4, 5 et 6 de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 12 mai 2026. La chambre était composée de Patrick RONVAUX, président de chambre, Christine HOREVOETS et Michèle BELMESSIERI, conseillères d'État, Philippe DE BRUYCKER, assesseur, et Adeline SCHYNS, greffier.

Le rapport a été présenté par Benoît LAGASSE, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Patrick RONVAUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 12 mai 2026.

*

Op 20 april 2026 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Armoedebestrijding verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging, wat bepaalde tandheelkundige verstrekkingen betreft, van de artikelen 4, 5 en 6 van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 12 mei 2026. De kamer was samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, Christine HOREVOETS en Michèle BELMESSIERI, staatsraden, Philippe DE BRUYCKER, assessor, en Adeline SCHYNS, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Benoît LAGASSE, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Patrick RONVAUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 12 mei 2026.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 1^{er}, mieux vaudrait écrire « modifié par la loi du 20 décembre 1995 et par l'arrêté royal du 25 avril 1997, confirmé par la loi du 12 décembre 1997 ; ».
2. À l'alinéa 2, les mots « l'annexe à » seront omis ¹.
3. Il ressort du procès-verbal de la réunion du 29 janvier 2026 du Conseil technique dentaire qu'en ce qui concerne l'intégration du DPSI (détermination de l'index parodontal) dans l'examen buccal annuel, il a été décidé que la note et le procès-verbal feraient l'objet d'une approbation via la procédure écrite. Cette procédure écrite a été organisée du 12 au 17 février 2026. Par conséquent, il convient de mentionner, aux alinéas 3 et 4, relatifs respectivement à la proposition du Conseil technique dentaire et à l'avis du Service d'évaluation et de contrôle médicaux, tant la date du 29 janvier 2026 que celle du 17 février 2026. Les alinéas 3 et 4 seront adaptés à la lumière de cette observation.
4. Le projet entend trouver son fondement juridique notamment dans l'article 35, § 2, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994' (ci-après : la « loi coordonnée »), qui prévoit :

« Le Roi peut apporter des modifications à la nomenclature des prestations de santé visée au § 1^{er} :

[...] 2^o sur la base de la proposition formulée par le conseil technique compétent à la demande du Ministre ou de la commission de conventions ou d'accords correspondante. Ces propositions sont communiquées au Comité de l'assurance et à la Commission de contrôle budgétaire ; ».

¹ Voir notamment l'avis 79.034/2 donné le 7 avril 2026 sur un projet d'arrêté royal « modifiant, en ce qui concerne certaines prestations dentaires, les articles 5 et 6 de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités ».

Interrogée sur la question de savoir si la décision de la Commission nationale dento-mutualiste du 19 février 2026, postérieure à la proposition formulée par le Conseil technique dentaire, constitue une formalité obligatoire, devant être reprise sous la forme d'un visa, ou une formalité facultative qui, le cas échéant, pourrait figurer sous la forme d'un considérant, la déléguée a répondu :

« Comme la proposition est formulée par le Conseil technique dentaire sur demande de la commission nationale dento-mutualiste, on passe aussi devant la commission pour approbation. Il est vrai que la loi ne l'explicite pas formellement ».

Étant donné que le projet trouve son fondement juridique dans l'article 35, § 2, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi coordonnée, la décision de la Commission nationale médico-mutualiste du 19 février 2026 ne constitue pas une formalité obligatoire.

Il n'y sera dès lors pas fait référence sous la forme d'un visa mais, le cas échéant, sous la forme d'un considérant ²⁻³.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

La disposition examinée gagnerait à être rédigée comme suit :

« À l'article 4, § 5, de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, inséré par l'arrêté royal du 23 septembre 2022, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots 'dans la mesure où le praticien de l'art dentaire lui-même est compétent pour attester l'acte en vertu de l'article 6, § 18' ».

Article 2

1. Dans la phrase liminaire de la version française, mieux vaudrait écrire « les modifications suivantes sont apportées ».
2. Au 1^o, vu la formulation de la phrase liminaire, il convient d'omettre les mots « , les modifications suivantes sont apportées ».

La même observation vaut pour la phrase liminaire du 2^o.

² *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations 34 et 35.

³ Voir l'avis 77.789/2 donné le 23 juin 2025 sur un projet devenu l'arrêté royal du 28 juillet 2025 'modifiant l'article 25, § 3bis, de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités'.

3. Au 1°, c), dans la version française de la troisième règle d'application, il convient d'écrire « lorsqu'ils sont réalisés » et non « lorsqu'elles sont réalisées ».

4. L'auteur du projet veillera à ce que la phrase liminaire du 2° mentionne bien la dernière modification encore en vigueur subie par le paragraphe 2. Dans ce cadre, son attention est attirée sur le projet d'arrêté royal « modifiant, en ce qui concerne certaines prestations dentaires, les articles 5 et 6 de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités », sur lequel la section de législation a donné l'avis 79.034/2 le 7 avril 2026.

5. Au 2°, c), dans la version française de la troisième règle d'application, il convient d'écrire « lorsqu'elles sont réalisées » et non « lorsqu'ils sont réalisés ».

Article 3

Au 2°, il convient d'écrire, dans la version française, « ou effectuer un léger détartrage » et non « ou d'effectuer un léger détartrage ».

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. In het eerste lid verdient het aanbeveling te schrijven: “gewijzigd bij de wet van 20 december 1995 en bij het koninklijk besluit van 25 april 1997, bekrachtigd bij de wet van 12 december 1997;”.

2. In het tweede lid moeten de woorden “de bijlage bij” worden geschrapt.¹

3. Uit de notulen van de vergadering van de Technische tandheelkundige raad van 29 januari 2026 blijkt dat, met betrekking tot het opnemen van de DPSI (bepaling van de paradontale index) in het jaarlijkse mondonderzoek, is beslist dat de nota en de notulen via de schriftelijke procedure zouden worden goedgekeurd. Die schriftelijke procedure liep van 12 tot 17 februari 2026. Bijgevolg dienen in het derde lid, betreffende het voorstel van de Technische tandheelkundige raad, en in het vierde lid, betreffende het advies van de Dienst voor geneeskundige evaluatie en controle, zowel de datum van 29 januari 2026 als de datum van 17 februari 2026 te worden vermeld. Het derde en het vierde lid moeten in het licht van deze opmerking worden aangepast.

4. Het ontwerp ontleent zijn rechtsgrond onder meer aan artikel 35, § 2, eerste lid, 2°, van de wet ‘betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994’ (hierna: de “gecoördineerde wet”), dat als volgt luidt:

“De Koning kan wijzigingen aanbrengen in de in § 1 bedoelde nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen:

(...) 2° op grond van het voorstel dat door de bevoegde technische raad wordt geformuleerd op verzoek van de Minister van de overeenstemmende overeenkomsten- of akkoordencommissie; die voorstellen worden meegedeeld aan het Verzekeringscomité en aan de Commissie voor Begrotingscontrole;”.

Op de vraag of de beslissing van de Nationale commissie tandheelkundigen-
ziekenfondsen van 19 februari 2026, die na het voorstel van de Technische tandheelkundige raad is genomen, een verplicht vormvereiste is dat in de vorm van een aanhefverwijzing moet worden

¹ Zie onder meer advies 79.034/2 van 7 april 2026 over een ontwerp van koninklijk besluit ‘tot wijziging, wat bepaalde tandheelkundige verstrekkingen betreft, van de artikelen 5 en 6 van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen’.

vermeld, dan wel een facultatieve formaliteit is die men eventueel kan vermelden in de vorm van een overweging, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“Comme la proposition est formulée par le Conseil technique dentaire sur demande de la commission nationale dento-mutualiste, on passe aussi devant la commission pour approbation. Il est vrai que la loi ne l’explicite pas formellement.”

Aangezien het ontwerp rechtsgrond ontleent aan artikel 35, § 2, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wet, vormt de beslissing van de Nationale commissie tandheelkundigen-ziekenfondsen van 19 februari 2026 geen verplicht vormvereiste.

Die beslissing hoort dan ook niet te worden vermeld in de vorm van een aanhefverwijzing, maar in voorkomend geval in de vorm van een overweging.²⁻³

DISPOSITIEF

Artikel 1

Het verdient aanbeveling de voorliggende bepaling als volgt te redigeren:

“In artikel 4, § 5, van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, dat is ingevoegd bij het koninklijk besluit van 23 september 2022, wordt het eerste lid aangevuld met de woorden ‘voor zover de tandheelkundige zelf bevoegd is om de verstrekking te attesteren krachtens artikel 6, § 18’.”

Artikel 2

1. In de inleidende zin van de Franse tekst zou beter “les modifications suivantes sont apportées” worden geschreven.

2. Gelet op de formulering van de inleidende zin, dienen in de bepaling onder 1° de woorden “worden de volgende wijzigingen aangebracht” te worden geschrapt.

Dezelfde opmerking geldt voor de inleidende zin van de bepaling onder 2°.

3. In de bepaling onder 1°, c), dient men in de Franse tekst van de derde toepassingsregel “lorsqu’ils sont réalisés” in plaats van “lorsqu’elles sont réalisées” te schrijven.

² Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 34 en 35.

³ Zie advies 77.789/2 van 23 juni 2025 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 28 juli 2025 ‘tot wijziging van artikel 25, § 3bis, van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen’.

4. De steller van het ontwerp moet erop toezien dat de inleidende zin van de bepaling onder 2° wel degelijk de laatste nog geldende wijziging vermeldt die in paragraaf 2 is aangebracht. In dat verband wordt hem gewezen op het ontwerp van koninklijk besluit ‘tot wijziging, wat bepaalde tandheelkundige verstrekkingen betreft, van de artikelen 5 en 6 van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen’, waarover de afdeling Wetgeving op 7 april 2026 advies 79.034/2 heeft gegeven.

5. In de bepaling onder 2°, c), dient men in de Franse tekst van de derde toepassingsregel “lorsqu’elles sont réalisées” in plaats van “lorsqu’ils sont réalisés” te schrijven.

Artikel 3

In de Franse tekst van de bepaling onder 2° dient men te schrijven: “ou effectuer un léger détartrage” in plaats van “ou d’effectuer un léger détartrage”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Adeline SCHYNS

Patrick RONVAUX